

# Conférence de presse conjointe de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, et Mme Angela Merkel, Chancelière de la République fédérale d'Allemagne, notamment sur le conflit armé à Gaza, la crise gazière entre la Russie et l'Ukraine et sur les actions à mener face à la crise économique internationale, à Paris le 8 janvier 2009.

LE PRÉSIDENT - Mesdames et Messieurs, je voudrais remercier à nouveau la Chancelière Angela MERKEL d'avoir accepté de participer au colloque organisé par Éric BESSON avec Tony BLAIR. C'était très important pour la France que la Chancelière donne sa vision de l'évolution de l'organisation du monde. J'en profite pour vous annoncer que, dans la perspective du Sommet si important du 2 avril à Londres, en accord avec Gordon BROWN, sur une proposition d'Angela MERKEL, nous nous retrouverons à Berlin dans les semaines qui viennent - je veux dire les Européens du G20 - pour préparer le Sommet de Londres de façon à ce que l'Europe parle d'une seule voix et que l'Europe pèse puissamment dans le sens de la refondation du capitalisme et du changement et c'est très important, naturellement, que cette coopération franco-allemande soit si intense.

Deuxièmement, j'avais longuement parlé avec la Chancelière avant de me rendre au Proche-Orient. Angela MERKEL m'avait dit combien était importante la question de la frontière entre l'Égypte et Gaza. Je lui ai naturellement rendu compte des différents entretiens que j'ai eus au cours de ma tournée. La Chancelière est, elle-même, en contact avec le Président MOUBARAK et le Premier ministre OLMERT. Notre analyse est strictement identique. Les armes doivent se taire, l'escalade doit s'arrêter, Israël doit obtenir des garanties pour sa sécurité et quitter Gaza. Le plus tôt sera le mieux. Nous travaillons tous les jours ensemble, Madame MERKEL et moi, et nous sommes prêts à prendre une initiative commune pour aider à la paix au Proche-Orient.

Sur l'autre dossier, la crise gazière entre la Russie et l'Ukraine, je crois aussi pouvoir dire que nous avons une totale convergence de vues. C'est la Chancelière qui m'a informé des contacts qu'elle a eu avec les dirigeants ukrainiens et avec le Premier ministre POUTINE. Le différend russo-ukrainien est d'ordre bilatéral. Nous invitons les Russes et les Ukrainiens à prendre loyalement le chemin des discussions pour aboutir à un accord. Les Russes doivent par ailleurs respecter leur obligation contractuelle à l'endroit des Européens. Quant à l'Ukraine, je crois être assez bien placé pour dire que l'Europe a fait beaucoup pour elle puisque c'est sous la Présidence française que nous avons obtenu pour l'Ukraine un partenariat privilégié et ce qui est en jeu, c'est sa fiabilité comme partenaire de l'Europe. Là encore, la France et l'Allemagne ont strictement la même analyse et j'en profite pour dire que nous soutenons les efforts de la Présidence tchèque et de Monsieur TOPOLANEK pour aboutir à un accord.

Nous avons également parlé de défense et de sécurité. Nous aurons l'occasion lors de la Wehrkunde de Munich au mois de février, de prendre des initiatives, l'Allemagne et la France, pour bien montrer que l'on travaille main dans la main dans la perspective du Sommet que

pour bien montrer que l'on travaille main dans la main dans la perspective du Sommet que Strasbourg au mois d'avril.

Sur la situation économique, nous avons enfin décidé après que la Chancelière nous ait tenus informés dans le détail de l'accord de la coalition sur la relance, ce dont nous nous félicitons. Nous avons décidé de travailler ensemble sur l'industrie automobile à la fois avec les ministres allemands et les représentants de l'industrie automobile allemande dans la perspective des Etats généraux de l'automobile qui auront lieu à la fin du mois de janvier en France, pour bien montrer qu'il ne s'agit pas de protectionnisme mais, au contraire, de défendre l'ensemble de l'industrie européenne automobile, notamment les Américains engagent un certain nombre de mesures. Nous avons également décidé de travailler ensemble sur les voies de sortie de la réorganisation à la suite de la crise financière sans précédent. C'est donc vous dire combien l'entretien entre la Chancelière et moi-même a été fructueux et enfin, nous avons décidé que, dans le cadre des prochaines élections européennes, j'aurai la joie de me rendre en Allemagne à l'invitation des jeunes de la CDU et que, bien sûr, Madame MERKEL nous fera l'honneur et le plaisir de venir en France à l'invitation des jeunes de l'UMP.

Plus que jamais, ce monde instable a besoin d'une Europe forte, d'une Europe indépendante, d'une Europe imaginative et, dans le cadre de cette Europe politique qui tient son rang, bien sûr, l'Allemagne et la France travaillent main dans la main.

ANGELA MERKEL - Donc en ce début d'année, je voudrais tout d'abord vous présenter tous mes voeux de bonne et heureuse année.

Nous avons donc eu le plaisir de nous rencontrer et je vous remercie de m'avoir invitée à ce très important colloque qui est également une préparation du 2 avril, ce Sommet du G20. Nous sommes en plein accord pour dire qu'il ne faut surtout pas oublier les causes de la crise financière et c'est pourquoi nous voulons y répondre par un rôle européen fort à la réunion du G20 à Londres.

Aujourd'hui, nous avons convenu qu'il y aurait une rencontre préparatoire des Européens. Nous en avons parlé avec la présidence du G20, la Grande-Bretagne et je suis très heureuse que Nicolas SARKOZY ait accepté mon invitation à Berlin pour cette réunion préparatoire. Les autres l'ont acceptée aussi et, naturellement, il y aura une concertation là-dessus au Conseil européen ce qui permettra d'aboutir à une position européenne à proprement parler.

J'ai, aujourd'hui, donné tous les détails du deuxième programme de relance qui va être approuvé dans les prochaines semaines. Ce qui est important, c'est que chaque pays en Europe prenne ses responsabilités correspondant au rôle qu'il a à jouer pour surmonter cette crise. Nous sommes d'accord pour dire que nous voulons sortir plus forts de cette crise.

Un autre exemple : nous avons décidé de coopérer étroitement pour la voiture de demain, le développement des motorisations de demain. C'est cette technologie qui décidera quels sont les pays leaders dans la construction automobile. On voit qu'aux Etats-Unis l'industrie automobile reçoit un soutien très très fort du gouvernement pour relancer l'automobile et en Allemagne, en France et dans les autres pays d'Europe, nous savons que c'est chez nous que la voiture a été inventée et c'est nous qui construisons la voiture du XXIème siècle et nous serons un concurrent à part entière.

C'est dans cet esprit que nous allons coopérer dans le domaine de la recherche et du développement. Je pense que l'on peut en attendre beaucoup de synergie parce que la panoplie de la production automobile française et allemande est très très vaste. On va des plus petites au plus grosses voitures et on couvre toute la production. J'ai également dit que l'Allemagne avait l'ambition de devenir plus forte après la crise et, en accord avec les Européens, l'idée toujours d'avoir une boîte à outils commune dans laquelle chaque pays puise pour répondre à ses problèmes particuliers. Et ce que nous allons essayer et je crois que c'est tout à fait dans l'esprit de la France, nous allons essayer à la faveur de cette crise, de mobiliser toutes nos forces vives les plus qualifiées, les plus imaginatives pour créer des ponts, pour créer des passerelles.

C'est pourquoi nous avons eu des échanges sur les aspects du chômage technique, les mesures de formation professionnelle, les crédits pour les entreprises et autres cautions et garanties parce que, pour l'instant, les banques ne font pas tout ce qu'elles sont censées faire et donc

l'Allemagne et la France vont tout à fait bien se compléter dans leur contribution commune à la victoire sur cette crise en Europe.

Bien sûr, nous avons parlé du Proche et du Moyen-Orient. Nous partageons pleinement l'analyse sur les conditions propres à rendre possible un cessez-le-feu. L'heure tourne et il faut tout faire pour arriver au plus tôt à un cessez-le-feu. La clef ce sont des garanties pour la sécurité d'Israël notamment que l'on mette un terme à la contrebande d'armes. C'est pourquoi la France et l'Allemagne qui en parleront avec les partenaires de la région, sont résolus à tout faire pour que les grands principes fondant un cessez-le-feu puissent être mis en oeuvre au plus vite afin de contribuer ainsi à la paix au Proche-Orient.

Pour ce qui est du conflit gazier entre la Russie et l'Ukraine, nous sommes tout à fait sur la même ligne. Nous espérons que les discussions entre la Russie et l'Ukraine se concluent rapidement. J'ai proposé que l'on envoie des observateurs à la frontière entre la Russie et l'Ukraine pour pouvoir arbitrer de façon scientifique un tel conflit, de constater simplement s'il y a du gaz dans la gazoduc côté russe et si ce gaz disparaît côté ukrainien. Seuls les observateurs peuvent répondre à cette question. Les deux pays sont prêts à accepter ces experts, ces observateurs qui seront envoyés par l'Europe et, à ce moment-là, nous espérons absolument que l'Europe reçoive de nouveau du gaz. Il faut que la Russie respecte ses engagements. C'est ce que nous attendons et nous sommes prêts à envoyer nos experts pour cela.

Merci beaucoup de cette excellente rencontre de travail, nous aurons beaucoup de rencontres. La prochaine fois, nous nous voyons à la conférence de Munich. Nous allons ensemble être les puissances invitantes pour le sommet de l'OTAN à Strasbourg et à Kehl. Tout cela se déroulera en pleine amitié, mais avec de grandes ambitions.

QUESTION - M. le Président est-ce que vous pensez que le tir de roquette ce matin sur le nord d'Israël peut remettre en cause le plan franco-égyptien alors même qu'une délégation israélienne est au Caire aujourd'hui ?

LE PRESIDENT - Il n'y a pas que cela qui puisse le remettre en cause. La situation est extrêmement difficile, nous le savons bien, et il y a toujours des gens qui ont intérêt à jeter de l'huile sur le feu. Un feu qui n'a pas besoin d'être entretenu et d'être agité. Il faut garder son sang-froid et, pour nous, ce qui est très important, c'est que les discussions dont nous avons recommandé l'organisation commencent au plus haut niveau aujourd'hui entre les Israéliens et les Egyptiens.

Je veux redire ma conviction partagée avec Angela MERKEL qu'il faut donner à Israël la garantie que les armes ne passeront pas par cette frontière et, à partir de ce moment-là, il faut que l'armée israélienne se retire de Gaza.

Puis, dans un deuxième temps, nous parlerons de la réouverture des points de passage, côté israélien, comme côté égyptien et d'ici-là, il ne faut en aucun cas donner des perspectives ou des prétextes à tous les extrémismes et Dieu sait qu'il y en a dans la région, pour jeter de l'huile sur le feu. Je suis reconnaissant au Président syrien comme à l'Emir du Qatar de faire toute la pression nécessaire sur le Hamas pour que les tirs de roquette cessent.

Un petit espoir a été créé, les discussions se sont engagées. Je le dis : il faut maintenant que cela aille vite, que cela soit très vite conclusif et la Chancelière vous l'a dit aussi : l'Allemagne et la France, nous sommes prêts à faire tout ce qu'il faut pour aider les différents protagonistes à avancer vers la paix. Plus on ira vite, moins on donnera de possibilité d'action à ceux qui ne veulent que la guerre. C'est cela qui est en cause et je veux dire combien la communauté internationale doit être reconnaissante au Président MOUBOURAK d'avoir pris l'initiative d'inviter des représentants au plus haut niveau du gouvernement israélien pour parler de cela. Ce n'était pas facile et c'est pour cela qu'il faut soutenir l'Egypte et qu'il faut soutenir le Président MOUBARAK.

Je dois dire que les déclarations du Premier ministre OLMERT, depuis, ont été des déclarations courageuses et apaisantes. Mais j'ai parfaitement conscience que le temps travaille contre nous et que, plus on laisse du temps, plus tout ceux qui veulent compliquer les choses ont des marges de manoeuvre. Voilà très exactement ce que l'on essaie de faire. J'ai eu une quantité de

conversations au téléphone hier avec le Premier ministre Turc, avec l'Emir du Qatar, avec le Roi d'Arabie Saoudite, avec le Président Bachar EL-ASSAD.

Vous savez la complication de cette région : c'est que tout le monde peut apporter sa pierre à l'édifice de la paix, mais il faut que cela se fasse en même temps. Et, aujourd'hui encore, j'aurai d'autres entretiens avec M. MOUBARAK, avec le Premier ministre OLMERT. C'est très sensible mais il faut que l'on y arrive, que l'on y arrive rapidement.

QUESTION - Madame la Chancelière, le 24 novembre, à propos du programme de relance, le Président SARKOZY a employé la célèbre formule « la France travaille et l'Allemagne réfléchit ». A l'époque vous aviez répondu que les mesures prises en Allemagne doivent commencer par produire leurs effets. Est-ce que cela veut dire qu'avec ce nouveau programme de relance, que les mesures de l'époque n'ont pas été efficaces avec le paquet fiscal, que le gouvernement vient d'approuver ?

LE PRESIDENT - Si Angela me le permet, aujourd'hui, je veux dire quelque chose : Angela y travaille, je vais y réfléchir ! Ce n'est pas insultant. Et je trouve cela très bien. Angela, si elle me le permet, nous a présenté un certain nombre de mesures. Je pense notamment à celles qui concernent les facilités de crédit pour les entreprises comme pour les banques. Je trouve que c'est une excellente idée et on y réfléchissait. On va accélérer notre réflexion et on va faire comme l'Allemagne. Un partout, la balle au centre !

ANGELA MERKEL - Je crois que nous sommes en train de vivre une crise dont nous percevons bien la profondeur et je crois que, dans l'ensemble, des instruments dont on dispose en Europe, on a choisi les bons. De toute façon, c'est un processus. Le premier train de mesures a été engagé en Allemagne mais on a besoin d'autres mesures.

Au début, nous avons énormément travaillé sur certains secteurs : les artisans, l'industrie automobile ou d'autres secteurs de l'économie. Cette fois-ci, nous avons davantage mis l'accent sur des réponses systémiques comme par exemple le chômage technique ou bien des dispositifs généraux de financement et les problèmes sont les mêmes en France. Nous avons des échanges là-dessus. De toute façon, il est important que l'on échange l'expérience recueillie à partir de nos mesures respectives. Et je crois que ce n'est pas par hasard que dans la décision du Conseil européen, que la Commission ait dit qu'au mois de mars elle ferait le point sur ce que les différents états membres ont fait. Par exemple, en Allemagne, beaucoup de Länder sont en train de prendre leurs propres mesures, qu'il s'agisse de la Hesse, de la Rhénanie du Nord-Westphalie, de la Bavière. Donc nous n'aurons pas qu'une réponse unique à la crise. Nous aurons une succession de mesures et d'étapes. Je crois qu'avec ce programme de relance dont on parle en Allemagne aujourd'hui, nous aurons la panoplie d'instruments qui sont les bonnes réponses. Tout d'abord, nous étions très axés sur la demande et sur les branches, maintenant on s'intéresse plus aux réponses systémiques. A la conférence de presse à l'époque, j'ai dit qu'une personne intelligente est capable de réfléchir et d'agir en même temps, et donc je répète volontiers ce que j'avais dit à l'époque.

QUESTION - Madame la Chancelière, vous avez parlé du Proche-Orient avec le Président de la République, est-ce que l'Allemagne est prête à participer à une force d'intervention à Gaza ?

ANGELA MERKEL - Tout d'abord, bien sûr, nous avons parlé du Proche-Orient, comme nous l'avons dit dans nos introductions. Maintenant, il convient de procéder étape par étape. Nous sommes d'accord sur la prochaine étape, qui doit être de créer les conditions permettant un cessez-le-feu. La clé de ces conditions, c'est de donner à Israël la garantie de l'arrêt de la contrebande d'armes et ceci se focalise sur la frontière entre l'Egypte et la Bande de Gaza. C'est là-dessus précisément que nous travaillons et nous sommes très heureux que le Président MOUBARAK accepte d'assumer des responsabilités en la matière.

Voilà pourquoi nous avons des contacts constants et c'est pourquoi nous avons dit que chaque fois que nous pouvons faire quelque chose, nous allons ensemble, la France et l'Allemagne, agir de concert pour arriver rapidement à un succès.

Il ne sert à rien d'avoir un plan théorique, il faut que tout cela puisse être concrétisé.

QUESTION : C'est une question pour vous deux sur la crise gazière qui affecte déjà plusieurs pays européens comme la Bulgarie. Je ne la vois pas très bien comprise si, premièrement, vous

pays européens comme la Bulgarie. Je n'ai pas très bien compris si, premièrement, vous partagiez tous les deux le même diagnostic sur la responsabilité, sur qui porte la responsabilité de cette crise entre la Russie et l'Ukraine ?

Deuxièmement, à l'avenir, quelle leçon vous en tirez en ce qui concerne la solidarité énergétique des différents pays européens et l'indépendance énergétique de l'Europe ? Je vous remercie.

ANGELA MERKEL : Nous sommes absolument d'accord pour dire que le problème doit être résolu. Et le problème peut être résolu. E tout cas, il y a là-dessus l'accord entre l'Ukraine et la Russie, il peut être résolu en regardant où se trouve le gaz, si le gaz part de la Russie et n'arrive pas en Europe. Pour cela, il y aura une mission d'experts. On en parle aujourd'hui à Bruxelles. Quant au reste, il faut que la Russie et l'Ukraine se mettent d'accord sur le plan bilatéral. Mais cela n'a rien à voir avec la question de l'approvisionnement de l'Europe. Puisque là, il s'agit de transit de gaz. De rechercher les causes, ce n'est pas la priorité. La priorité c'est qu'en Bulgarie, en Serbie, en Bosnie, il faut que le gaz revienne. C'est une attente partagée par les Européens. Nous pouvons nous aider les uns les autres si nous sommes interconnectés par des gazoducs. Mais si nous ne sommes pas interconnectés, on ne peut pas se dépanner. Et cela montre bien que les questions d'approvisionnement ont leur limite. L'Allemagne est assez bien dotée en capacité de stockage, d'autres pays ont moins de stock, moins de capacité de stockage. Ceci sera certainement important et aura des conséquences pour la politique européenne de l'énergie, de voir comment accroître les capacités de stockage. Mais pour la Russie, il est important que la Russie soit un partenaire fiable.

LE PRESIDENT : Je partage complètement ce point de vue. Il en va de la respectabilité, de la réputation des états en cause. La Russie a des engagements contractuels vis-à-vis d'un certain nombre de pays européens, elle doit les assumer.

L'Ukraine a des ambitions européennes, elle doit honorer aussi sa signature. Personne ne doit prendre en otage qui que ce soit.

Pour le reste et sur le fond, la politique européenne de diversification des sources d'énergie, de diversification des réseaux de transport d'énergie, la question du nucléaire, des énergies renouvelables, l'adoption du paquet énergie climat & tout ceci montre, ô combien, que l'Europe doit se doter d'une politique européenne de l'énergie. De ce point de vue, les choses sont parfaitement claires : laissons la Présidence tchèque travailler, nous la soutenons. S'il faut faire plus, nous verrons le moment venu.

Je m'aperçois que Mme MERKEL a présenté ses vœux. Une dernière question puis je vous présenterai les miens. Je ne voudrais pas donner l'impression d'y avoir réfléchi !

QUESTION : Mme la Chancelière, si l'on vous a écouté attentivement l'un et l'autre, vous appelez de vos vœux un nouvel ordre économique et financier pour l'époque postérieure au turbo-capitalisme. Est-ce que vous avez eu des signes de Washington indiquant que dans ce pays où il y a un changement de pouvoir qui est en cours et où beaucoup d'erreurs ont été commises par rapport à cette crise, est-ce que vous avez des signes indiquant que votre idée pourrait être reçue favorablement ? L'idée d'une économie sociale de marché ? Est-ce que vous pensez y trouver un écho favorable ?

ANGELA MERKEL : Bien sûr. Outre les premiers contacts que nous avons eus avec le Président élu Barack OBAMA... Nous n'avons pas encore eu de réunion de travail détaillée avant le début même de la Présidence. Mais les Européens n'ont pas besoin d'attendre pour développer leurs idées et discuter avec les Etats-Unis. Nous développons nos idées, nous les apportons au débat et je suis confiante que ces idées ne rencontreront pas des oreilles sourdes.

Ce qui est important, c'est que l'Union européenne ne présente pas six philosophies différentes mais il serait bien que la voix des 500 millions d'Européens soit rassemblée et que nous montrions clairement quelles sont nos idées. A ce moment là, pour les Etats-Unis, il sera certainement plus facile et plus utile de rechercher et de trouver des voix communes.

Je suis quant à moi optimiste mais ce qui est important c'est de bien exprimer ce que nous voulons. Nous avons notre expérience de ce que les Allemands appellent l'économie sociale de marché, que d'autres appellent l'économie de marché régulée.

L'Union européenne, la stratégie de Lisbonne, tous les dispositifs réglementaires en Europe, tout

cela a pour but de donner à l'Etat une responsabilité, de fixer certaines règles dans lesquelles les acteurs économiques puissent travailler librement. Tony BLAIR, Nicolas SARKOZY et moi-même avons dit clairement qu'aujourd'hui ce cadre n'existait pas. Il faut créer ce cadre pour éviter ces crises.

LE PRESIDENT : J'ai toutes les raisons de faire confiance au Président Barack OBAMA dont j'ai cru comprendre qu'il avait été élu sur le changement. Et donc la volonté de reconstruire un ordre nouveau. Si les Etats-Unis s'engagent dans le changement, c'est beaucoup plus facile pour nous. Mais l'Europe n'a pas à attendre, comme l'a très bien dit Angela MERKEL, que les Etats-Unis soient d'accord.

Autour de la table, il y a des nations. Chacune de ces nations a le droit de prendre la parole. A le devoir. Nous, nous sommes décidés à une chose : c'est d'obtenir ces changements. On préfère les obtenir dans la bonne humeur, le consensus, la concorde et que cela soit très facile.

Mais nous ne nous laisserons pas imposer un immobilisme qui conduirait le monde, dans quelques années, à la même situation où il est aujourd'hui. Cela, c'est ce que nous avons décidé. Nous parlerons d'une seule voix en Europe. Cette voix sera forte. Nous chercherons d'autres alliés. Il ne s'agit pas d'opposer l'Europe aux autres régions du monde. Il y a d'autres régions du monde qui pensent comme nous. Nous souhaitons de toutes nos forces, l'Allemagne et la France qui sont des alliées traditionnelles des Etats-Unis d'Amérique, que cela se passe avec nos amis et nos alliés américains. Mais cela se passera. Parce que nous sommes dans le XXIème siècle. Un siècle multipolaire où chaque avis compte et où nous sommes décidés, nous, à tirer les conséquences de ce qui s'est passé. Il y a assez de souffrance, il y a assez d'échecs.

Quand vous pensez qu'il y a un an, on parlait d'une croissance fantastique dans le monde. Voilà où on en est aujourd'hui. Franchement, nous ne sommes pas décidés à accepter de renoncer à nos convictions en la matière. Vous avez dit économie sociale de marché, qui est l'expression traditionnelle en Allemagne. Moi je parle de refondation. Tout ce que l'on veut : nous ne voulons plus d'un capitalisme financier de court terme, de spéculation, de rente et de court terme. Nous n'en voulons plus.

Nous avons pris des engagements vis-à-vis des contribuables et vis-à-vis des citoyens. Ils attendent des résultats, nous les obtiendrons. Si on peut les obtenir en accord avec Barack OBAMA, cela serait vraiment plus facile. Mais ce n'est pas une condition sine qua non.

Mesdames et Messieurs, nous sommes attendus pour visiter une exposition. Naturellement vous y êtes les bienvenus. Je vous demande de considérer que nos vœux sont sincères à tous les deux. Pour vous-mêmes, pour les entreprises, les journaux qui vous emploient, pour votre famille et tous ceux que vous aimez.

Merci.